

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 13/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA BODIN

3 LA HAUTE BOISSIERE
22350 Yvignac-La-Tour

Références :
Code AIOT : 0052206608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement SCEA BODIN implanté 3 LA HAUTE BOISSIERE 22350 Yvignac-la-Tour. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du suivi des arrêtés Préfectoraux de Mise en Demeure

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA BODIN
- 3 LA HAUTE BOISSIERE 22350 Yvignac-la-Tour
- Code AIOT : 0052206608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation porcine soumise à autorisation pour exploiter 2333 emplacements porcs de + de 35 kgs et 2313 AE par AP du 10/03/2006 modifié le 18/11/2024.

868 places engraissement sont sur raclage en "V".

L'exploitation produit annuellement 32768 UN, dont 28153 Un sont traitées via l'unité de traitement en service sur l'exploitation, et le reste 4264 UN sous forme de fécès est repris par DENITRAL

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 1	Demande d'action corrective	15 jours
2	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Demande d'action corrective	
3	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non respect de l'APMD du 16/12/2024

Absence de déclaration des flux d'azote 2024

Absence de validation de moyen de lutte externe contre l'incendie par le SDIS

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SCEA BODIN est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de respecter : - dans un délai de 1 mois : • l'article 11-II de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité. - dans un délai de 2 mois : • la meilleure technique disponible (MTD) n° 16 de l'annexe de la décision n° 2017/302 de la commission, établissant les conclusions sur les meilleures techniques (MTD). La MTD 16 vise à réduire les émissions atmosphériques provenant d'une fosse à lisier et consiste à appliquer une combinaison de techniques, dont la couverture des fosses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Fosse F2 de 1200 m3: couverture récente sommaire et inefficace avec de la paille. Devis signé auprès de CALIPRO Fosse F1: croute naturelle prévue comme couverture de fosse; fosse presque vide le jour de l'inspection, mise en place de paille de façon éparse- présence de végétations abondantes- grillage à renforcer sur l'un des côtés Fosse F3 de transfert carrée réception lisier post-sevrage non couverte, couverture prévue par des panneaux de béton dans le projet validé par nos services le 15/10/2024 fosse d'homogénéisation avant traitement non couverte comme prévu dans le projet validé par nos services le 15/10/2024 Non conforme Fosse de pompage sortie fosse F2 couverte par caillibotis (pas de stockage de lisier) conforme</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A transmettre à l'inspectrice de l'environnement sous 15 jours à compter de la réception du rap-</p>

port: - devis signé de la couverture de fosse - un échéancier de mise en place de la couverture par CALIPRO
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : absence de déclaration de la déclaration annuelle des flux pour 2024 non conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

<p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>solution alternative en place : lagune non validée par les services du SDIS, faute de mise en place d'une plateforme stabilisée pour le pompage en cas de sinistre. Point de non conformité déjà relevé lors de l'inspection du 03/09/2024.</p> <p>non conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>